

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 21 décembre 2020  
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2020

Le 21 décembre 2020 à dix-huit heures trente,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00)

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Vanessa VIAU (pouvoir M. Cyril MANIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Nicolas DELOLY (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 2.01 - EXTENSION DU PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DES DISPOSITIFS D'AIDES AU RAVALEMENT DES FACADES ET DE LA CHARTE QUALITÉ

**Monsieur Jean-Michel GUALLAR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

La ville de Montélimar a mené une étude urbaine pour la redynamisation de son centre-ville. Elle a été retenue dans le cadre du plan national « Action Cœur de Ville » et a, par délibération de son conseil municipal en date du 24 septembre 2018, approuvé la Convention cadre « Action Cœur de Ville – Ville de Montélimar » s'appliquant sur le centre ancien de la commune.

Dans le cadre de cette étude urbaine et de la convention « Action Cœur de Ville », il est apparu que le centre historique de Montélimar possédait des atouts indéniables et un patrimoine qu'il fallait protéger et valoriser.

Pour concilier développement et patrimoine en préservant la qualité architecturale, une Charte Qualité a été élaborée. Document de référence, à destination des porteurs de projets, elle tend à un ensemble de préconisations pour assurer la qualité des constructions et leur bonne insertion dans leur site environnant.

La Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération mène également une « Opération Façades » qui s'applique sur les 26 communes dans des périmètres prédéfinis. Sur la commune de Montélimar, le périmètre s'applique sur le centre ancien ainsi que sur les voies pénétrantes.

Dans le cadre du volet patrimoine du dispositif Cœur de Ville et du 24 juin 2019, la Ville de Montélimar a ainsi décidé d'apportée aux porteurs de projets par Montélimar Agglomération en doublant, sur son centre ancien, la subvention allouée. Elle a également décidé d'attribuer une subvention à la réfection des devantures commerciales.

Par arrêté du 14 janvier 2020, le Préfet de la Drome a homologué la convention-cadre Action Cœur de Ville en convention d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT). Ce périmètre s'étend au-delà des limites du centre ancien.

Enfin, par délibération en date du 12 septembre 2020, la commune de Montélimar a décidé de rendre obligatoire le ravalement des façades sur le périmètre ORT mais elle a étendu ce périmètre au sud du centre ancien, aux immeubles situés sur la partie extérieure du Boulevard Meynot et de l'Avenue du Général de Gaulle. Cette extension a pour objectif de favoriser la requalification de l'entrée Sud du centre ancien.

Aussi, dans un souci de cohérence d'intervention des politiques publiques et d'apport d'une aide financière à la fois de l'Agglomération et de la Ville en contrepartie de l'obligation de ravalier les façades, il semble pertinent d'adapter les périmètres d'application des différents dispositifs : règlement de l'opération façade, renforcement communal de l'aide au ravalement de façades et Charte Qualité.

Le Conseil communautaire a déjà, par délibération du 25 novembre 2020, approuvé l'extension du périmètre de l'Opération Façades sur la Ville de Montélimar, tel que défini ci-dessus.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21 et L.2241-1,

Vu la convention-cadre « Action Cœur de Ville »,

Vu le règlement «Façades» de la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 2019 approuvant la Charte Qualité,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 2019 approuvant le renforcement de l'aide au ravalement de façades,

Vu l'arrêté préfectoral 26-2020-01-14-007 du 14 janvier 2020 portant homologation de la convention-cadre « Action Cœur de Ville » en convention d'Opération de Revitalisation de Territoire de la ville de Montélimar,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 12 septembre 2020 approuvant la mise en œuvre de la procédure de ravalement obligatoire des façades,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 25 novembre 2020 approuvant la modification du règlement de l'Opération façades,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**DÉCIDE :**

- **D'APPROUVER** l'extension du périmètre d'application du règlement de l'Opération Façades intercommunale conformément au plan ci-annexé,
- **D'APPROUVER** l'extension du périmètre d'application du renforcement de l'aide au ravalement de façades, conformément au plan ci-annexé,
- **D'APPROUVER** l'extension du périmètre d'application de la Charte Qualité, conformément au plan ci-annexé,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 22 décembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjoint au Maire

Jean-Michel GUALLAR

